

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Déclaration du Gouverneur

République de Corée

IL Young Park, Gouverneur suppléant par intérim

Madame la Présidente du Conseil des gouverneurs, Nadia Calviño,
Monsieur le Premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson,
Monsieur le Président par intérim de la BERD, Jürgen Rigterink,
éminents collègues gouverneurs,

C'est un grand plaisir d'être aujourd'hui parmi vous, même si ce n'est que virtuellement, à l'heure où le monde est aux prises avec la COVID-19.

Au nom du gouvernement coréen, j'aimerais exprimer ma profonde gratitude au gouvernement du Royaume-Uni et à l'ensemble du personnel de la BERD pour la bonne organisation de cette Assemblée annuelle.

J'aimerais aussi remercier tout spécialement le Président par intérim Jürgen Rigterink d'avoir accepté d'assumer la direction de la Banque en ces temps difficiles. Je suis très heureux de participer à cette Assemblée annuelle, qui devrait être l'occasion d'élire un nouveau/une nouvelle Président(e) hautement qualifié(e).

Le monde a été confronté cette année à des défis gigantesques engendrés par la pandémie du coronavirus. La crise sanitaire s'est doublée d'une crise économique majeure, d'une ampleur planétaire.

Le nombre de personnes décédées de la COVID-19 dans le monde dépasse désormais

le million, et l'inquiétude de voir surgir une « double épidémie », grippe/COVID, augmente.

L'économie mondiale est plongée dans une profonde récession. L'épargne préventive et contrainte a réduit la demande intérieure face à la propagation du virus et les mesures de distanciation sociales qui en résultent. Les chocs économiques ont été amplifiés par les problèmes d'approvisionnement, engendrés, entre autres, par des fermetures d'usines, les mesures de confinement ou encore les restrictions pesant sur les échanges.

Aucun pays n'est épargné. Les plus touchés sont cependant les pays les moins développés, qui ont des capacités de prise en charge sanitaire plus faibles et disposent d'une marge budgétaire moins importante que les nations développées.

Dans ces circonstances, nous devons continuer d'apporter sans relâche investissements et soutien aux pays moins développés, pour les aider à vaincre la crise et empêcher que les braises de la croissance durable ne s'éteignent.

J'aimerais à cet égard féliciter la BERD pour sa réponse déterminée et rapide, consistant à mettre en place un Fonds de solidarité de 21 milliards d'euros au service de la lutte contre la COVID-19 et ses conséquences. Je suis heureux de voir les engagements qui figurent dans le Cadre stratégique et capitalistique (CSC). Je veux parler notamment de l'accélération de la transition vers une économie verte, du recours accru aux technologies émergentes, telle que le numérique, et de la réduction des écarts en matière d'opportunités.

J'ai confiance en la capacité de la BERD à diffuser intelligemment le savoir, d'un bout à l'autre de ce processus. J'espère que la Banque sera à même d'effectuer un transfert des connaissances, via l'assistance technologique et le dialogue sur les politiques publiques à mener, tout en apportant un soutien budgétaire et financier.

C'est en 2020 que nous lançons le CSC pour la période allant de 2021 à 2025. J'espère que la BERD sera en mesure de clairement établir quelles sont ses responsabilités et son orientation future, au milieu des transformations sociales et économiques qui se sont produites récemment.

J'estime à cet égard que, lors de l'après-COVID-19, la Banque devra porter plus particulièrement son attention sur trois domaines prioritaires.

Il s'agit tout d'abord du développement de la solidarité et de la collaboration entre les nations. La collaboration internationale est nécessaire, à un moment où les chaînes de valeur mondiales s'affaiblissent en raison des restrictions des interactions directes et physiques entre individus et où il devient plus difficile de gérer l'aménagement de la dette des pays bénéficiaires en difficulté. Promouvoir les échanges implique des mesures de soutien, telles que la mise en place de procédures spéciales permettant les voyages d'affaires.

Pour y parvenir, il est indispensable de partager connaissances et expériences. Je fais confiance à la BERD pour diffuser les solutions adoptées avec succès par les uns et les autres dans les domaines sanitaire et économique, pour prendre en compte la situation de chaque pays et pour apporter des éclairages qui puissent aboutir à des réalisations concrètes.

Deuxième domaine prioritaire : celui de l'accélération des investissements dans le numérique, pour répondre au passage à des pratiques à distance et à la numérisation.

À cette fin, nous nous tiendrons prêts à investir davantage dans le renforcement des infrastructures numériques, actuellement insuffisantes dans les pays en développement. Nous veillerons à mettre en place, dans un cadre réglementaire favorisant les nouvelles technologies, une base autonome permettant aux entreprises existantes et aux jeunes start-ups de se lancer dans l'innovation. Les populations vulnérables doivent avoir accès à l'éducation et aux infrastructures numériques, dans un souci d'égalité des chances et pour ne pas être victimes d'une fracture numérique croissante.

Je me réjouis de voir que la transformation numérique constitue un élément majeur du CSC. Nous attendons beaucoup d'une contribution renforcée de la BERD dans ce domaine.

Troisième domaine : une plus grande sécurité et une meilleure qualité de l'emploi, ainsi que des filets de sécurité sociaux destinés à protéger les catégories vulnérables.

L'évolution socioéconomique induite par la COVID-19 risque d'être un choc de plus pour les populations fragiles. Le rôle complémentaire joué par les institutions financières internationales pour éviter la polarisation est absolument essentiel, étant donné le travail qu'il va falloir accomplir, les capacités limitées des pays en développement et la situation dans laquelle ils se trouvent.

Pour que nous puissions faire un atterrissage en douceur après la pandémie, j'aimerais demander que des mesures destinées à favoriser l'emploi et à renforcer les filets de sécurité sociaux des populations vulnérables figurent dans la série d'instruments proposés. Parmi ces mesures, citons notamment le renforcement des dispositions en

faveur de la sécurité au travail, l'introduction de l'assurance chômage et l'élargissement de sa couverture.

En Corée, nous avons un proverbe qui dit que « le sol est plus ferme après la pluie ».

Ce qui signifie que nos fondations sont encore plus solides après la tourmente.

L'actuelle pandémie nous confronte tous à des défis majeurs. Mais si nous continuons de nous unir pour surmonter ces épreuves, nous serons en mesure de mettre en place des moteurs de croissance encore plus puissants et de parvenir à une résilience encore plus forte qu'avant la crise.

Notre but est de vaincre la crise de la COVID-19 et de nous préparer pour l'avenir, et c'est dans cet esprit que nous devons continuer d'aller de l'avant.

Je vous remercie.